

## Comité permanent des finances (FINA)

### Consultations prébudgétaires 2012

## Frances Oommen

### Réponses

#### 1. Reprise économique et croissance

*Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?*

Oommen

#### 2. Création d'emplois

*Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?*

1) Résilier l'ALENA et cesser de signer des ententes secrètes. Signer plutôt d'autres accords commerciaux (par exemple avec l'Europe et le Pacifique). (Pourquoi n'y a-t-il ni débat ni vote au Parlement?) Ces prétendus « accords commerciaux » cèdent la souveraineté du Canada aux entreprises. L'ALENA a fait disparaître des emplois canadiens. Nous avons perdu des compétences. 2) Cesser d'encourager l'exportation de matières premières à moins qu'elles ne soient transformées chez nous (valeur ajoutée). À cause du prix croissant des combustibles fossiles et d'autres formes d'énergie. 3) Promouvoir une éducation « libérale » à l'école plutôt qu'une éducation « d'entreprise ». Favoriser aussi l'acquisition de compétences pratiques (apprentissage destiné à assurer l'autonomie : par exemple, tannage naturel, fabrication manuelle de chaussures, de bottes et de manteaux de cuir, agriculture biologique et élevage d'animaux, filature et tissage de fibres naturelles, préparation de conserves alimentaires pour l'hiver). 4) Apprendre aux gens à utiliser la médecine alternative de concert avec la médecine conventionnelle pour améliorer la santé en utilisant des herbes, de l'exercice et des aliments frais d'origine locale plutôt que des produits pharmaceutiques. 5)

#### 3. Changement démographique

*Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?*

1) Multiplier les occasions d'apprentissage pour former davantage de professionnels de la santé afin de dispenser surtout des soins à domicile (hommes et femmes, en nombres égaux). Prévoir pour les aînés une transition sans heurts entre la maison, l'hôpital, le centre de réadaptation, la maison de convalescence et la maison de retraite. Éviter l'admission à l'hôpital. Prévoir, au service des urgences ou à la clinique de soins primaires, une équipe de soutien de la transition afin de renvoyer les aînés chez eux. Objectif : Permettre aux aînés de rentrer chez eux immédiatement avec un soutien approprié. Ne pas compter sur les médecins et les infirmières. Les ergothérapeutes, physiothérapeutes, travailleurs sociaux et fournisseurs de soins à domicile sont les mieux placés pour organiser ce genre de soutien (si on veut faire des économies). (Je suis moi-même une ergothérapeute à la retraite.) 2) Les produits

pharmaceutiques sont coûteux. Permettre aux patients âgés de recourir à des thérapies naturelles et faire financer ces méthodes inoffensives et peu coûteuses par l'assurance-maladie. Les citoyens devraient pouvoir choisir eux-mêmes. Les méthodes alternatives sont moins coûteuses que les produits pharmaceutiques. Il suffit, pour s'en rendre compte, de comparer la différence de prix qui existe entre la chimiothérapie ou la radiothérapie et ces méthodes naturelles parallèles. Le gouvernement économiserait des millions de dollars. De plus, cela réduirait le stress pour les soignants aussi bien à l'hôpital qu'à la maison, diminuerait les coûts et préviendrait d'autres maladies dues au stress. 3) Les hôpitaux dépendent fortement du pétrole et du gaz naturel (chauffage, alimentation des grandes machines de diagnostic, éclairage, articles en plastique et en papier, etc., transport des gens et des fournitures médicales à l'hôpital). Il y a aussi le problème des bactéries résistant aux antibiotiques. Il faut décentraliser. 4) Établir dans chaque collectivité de petites cliniques « de promotion de la santé » dotées à la fois de personnel médical et de spécialistes des thérapies naturelles : herboristes, naturopathes, massothérapeutes, chiropraticiens, spécialistes du reiki, etc. Verser des primes aux cliniques qui gardent les gens en bonne santé. Imposer des amendes à celles qui ont des patients dont la santé se détériore malgré les occasions d'amélioration liées à l'exercice et à une bonne nutrition (aliments frais de source locale). Réduire la consommation de sucre, de sel, de farine blanche, d'additifs chimiques dans les aliments transformés, d'aliments génétiquement modifiés et de médicaments produits par des méthodes non éprouvées de nanotechnologie. 5) indiquer sur l'étiquette de tous les produits alimentaires s'ils contiennent des OGM ou ont été soumis à des méthodes de nanotechnologie. Les citoyens devraient pouvoir choisir ce qu'ils souhaitent manger.

#### **4. Productivité**

*Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?*

La compétitivité est actuellement en voie de disparition : l'Europe, la Chine, les États-Unis, l'Inde sont en contraction. Cela est attribuable au manque de ressources énergétiques. La productivité ne peut pas augmenter sans énergie et si tous les emplois du secteur manufacturier sont délocalisés vers les ateliers de misère du Mexique, de la Chine, etc. On demande constamment aux gens de produire mieux et davantage. Si on considère la vie sur terre, on constate que le niveau de vie et la santé des gens se sont améliorés d'une façon exponentielle entre 1850 et aujourd'hui (à cause du charbon, du pétrole et du gaz). Par conséquent, il y a aujourd'hui trop d'humains sur terre. Si la production d'énergie diminue, la planète ne peut nourrir qu'environ deux milliards d'humains. C'est un problème. Les États-Unis continuent à faire la guerre et à voler du pétrole, du gaz naturel, du charbon et du gaz de schiste aussi bien à leurs amis qu'à leurs ennemis. En réalité, pour l'avenir rapproché, le rapport de l'énergie obtenue à l'énergie investie sera trop bas. Pourquoi aucune nouvelle raffinerie n'est construite tandis que des raffineries sont fermées? Pourquoi les pipelines ne sont-ils pas entretenus ou réparés? Les sociétés pétrolières et gazières savent que le monde n'aura plus besoin d'elles pendant très longtemps encore. Le Canada a beaucoup de chance parce qu'il possède des ressources considérables et n'a qu'une petite population. 1) Nous devons accueillir plus d'immigrants disposés à occuper des emplois qui ne nécessitent pas d'énergie et sont d'une nature pratique. (Voir la liste des emplois essentiels du secteur manufacturier dans la réponse à la première question concernant la création d'emplois.) 2) Immigrants pouvant dispenser des soins et occuper des emplois dans le domaine de la promotion de la santé. 3) Nous devrions ouvrir nos portes aux Japonais affectés par les radiations, leur donner des soins et aider leurs enfants à mener une vie moins stressante et plus saine à l'avenir. 4) Le Canada devrait devenir un modèle de vie durable pour le reste du monde. Les Canadiens veulent mener une vie qui respecte la terre et préserver la nature pour les générations à venir. Les citoyens du monde, qu'ils soient

autochtones ou non, sont sur la même longueur d'onde. À Copenhague, ils ont dit non au maintien de la « mondialisation », à la promotion des combustibles fossiles, au contrôle des gouvernements par les sociétés, aux accords de « libre-échange », au militarisme, etc. Aujourd'hui, ils se sont élevés contre la manipulation du système monétaire. Les citoyens de l'Islande osent même jeter en prison les cadres de leurs banques qui ont violé la loi. Les citoyens exigent que l'environnement reste propre et sain.

5) « Productivité » et « compétitivité » font partie du jargon « commercial » des entreprises. Je regrette que M. Harper ne puisse envisager qu'un monde « commercial ». Sans énergie, les sociétés humaines reviendraient sans tarder à une vie plus simple. Aucun autre choix n'est possible. 6) Les gouvernements à l'esprit ouvert, qui sont réalistes et tournés sur l'avenir, doivent permettre aux gens sages du pays de sensibiliser les citoyens à ce qu'ils peuvent attendre de l'avenir. L'Australie l'a fait il y a plusieurs années. Une fois que les citoyens auront compris ce que l'avenir leur réserve, ils apprendront à faire leur deuil d'une vie confortable. C'est une étape à franchir. Le Canada doit éviter de laisser grandir le nombre de citoyens en colère qui ne comprennent pas ce qui se passe. Nous devons éviter de recourir à la police, aux gardes de sécurité et aux militaires pour « contrôler » les citoyens. Les premiers à sensibiliser sont les médecins, les dirigeants de tous les groupes religieux, les travailleurs sociaux et les aînés en bonne santé. Ces gens pourraient bien être parfaitement inconscients de ce qui arrive parce que leur niveau de vie est resté le même. Toutefois, ce sont eux qui devront expliquer à la société ce qui lui arrive et appuyer les gens qui seront emportés les uns après les autres à cause de circonstances différentes.

## **5. Autres défis**

*On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?*

Défis affrontés par les particuliers, les entreprises et les collectivités (y compris les gouvernements provinciaux et les administrations locales). Que peut faire le gouvernement fédéral pour leur venir en aide? a) Les gens ne savent pas pourquoi le « modèle commercial habituel » ne fonctionne plus (baisse de la production d'énergie, prix élevé de l'énergie, etc.). b) Les citoyens croient que le niveau de vie devrait être plus élevé et qu'il devrait y avoir davantage d'occasions de faire de l'argent (attentes manquant de réalisme). Les attentes des adolescents ne sont pas réalistes. Les diplômés des collèges et des universités sont pleins de ressentiment (pas d'emplois, dette élevée). Les citoyens deviennent furieux (ils veulent connaître les faits et ont besoin de faire leur deuil). c) La centralisation des services (grands hôpitaux, écoles) n'est plus adaptée à la situation et deviendra bientôt désuète. Nous devons décentraliser et former de petites collectivités qui se suffisent à elles-mêmes, dotées de services de base et d'un certain nombre d'experts/professionnels. d) Les citoyens n'ont plus confiance dans les banques, le système monétaire, les gouvernements, les entreprises, les médias, etc. Ils veulent de l'honnêteté et souhaitent que les escrocs soient punis. e) Les citoyens constatent qu'ils sont « les derniers informés » lorsque le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux prennent des décisions (pas de débat au Parlement ni dans les assemblées législatives au sujet des « ententes commerciales » secrètes, de la prospection du pétrole et du gaz de schiste, etc., de la construction de pipelines, de la vente de ressources naturelles, etc.). Les citoyens s'inquiètent de la pollution de l'eau, de la terre, de l'atmosphère et de la végétation par les entreprises qui ne se soucient pas de nettoyer après avoir provoqué des incidents. f) Dans sa forme actuelle, la démocratie parlementaire ne fonctionne pas d'une manière satisfaisante pour les citoyens. Ceux-ci veulent une démocratie de participation et non une démocratie représentative. Les citoyens s'attendent à être respectés par le gouvernement (c'est-à-dire « les fonctionnaires ») et non à être méprisés et accusés d'agir « contre le Canada ». Les citoyens veulent être débarrassés du système électoral « majoritaire uninominal » et avoir une représentation proportionnelle. Les citoyens veulent des élections propres et non des discours d'avocats. g) Les

gouvernements provinciaux devraient avoir un partenariat respectueux avec le gouvernement fédéral et pouvoir discuter avec lui du financement des soins de santé et du partage des fonds nationaux. Les citoyens veulent être sûrs que le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux partagent les « paiements de péréquation » dus aux petits comtés méritants, comme en Nouvelle-Écosse (voir détails sur NSEF.ca : Halifax devrait appliquer correctement la loi conformément à la Constitution canadienne, sous la supervision d'Ottawa). h) La « migration de sortie » convient aux grandes entreprises de l'Ouest, mais engendre des problèmes dans la société. Les provinces et les comtés « démunis » doivent commencer à constituer des villages autonomes qui fonctionneront efficacement lorsque les gens rentreront chez eux pour y rester à long terme. i) Les petites entreprises créent davantage d'emplois que les grandes sociétés. Cela signifie que les gouvernements devraient cesser d'appuyer les grandes sociétés agricoles qui dépendent du pétrole et du gaz. Les gouvernements devraient subventionner les petits producteurs de denrées alimentaires, car cela crée des emplois et favorise la production d'aliments locaux sains qui contribuent à la bonne santé de la population et assurent la sécurité alimentaire. j) Les gouvernements devraient cesser de subventionner les sociétés de combustibles fossiles. Ils devraient plutôt subventionner la création d'énergies renouvelables gratuites (comme l'énergie géothermique découlant de la technologie de la fracturation, qui permet aux Canadiens de se chauffer gratuitement en hiver). k) Le gouvernement fédéral devrait se débarrasser de la *Loi sur les indiens*, mesure législative honteuse et archaïque, et la remplacer par une nouvelle loi conjointement rédigée par les Premières Nations et la Couronne. Les revendications territoriales doivent être réglées et les terres de réserve étendues pour que les gens des Premières Nations puissent vivre dans des réserves s'ils le souhaitent. Les administrations locales devraient être encouragées à collaborer avec les gens des Premières Nations dans leurs comtés, dans le cadre d'un partenariat mutuellement avantageux (l'« obligation de consulter » impose de montrer du respect à tous les niveaux de gouvernement avant de signer des ententes avec les sociétés). J'espère que vous avez trouvé ce texte intéressant à lire. Si vous avez des questions, veuillez me contacter. J'ai d'autres idées qui pourraient être utiles. Mes meilleurs vœux pour le Canada, qui est le meilleur de tous les pays. Frances